

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 24 décembre 2025

Références : DREAL/2025D/10621
Code AIOT : 0005208478

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 décembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SITCOM Côte Sud des Landes

Plateforme

Route de Capbreton
40230 Bénesse-Maremne

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 décembre 2025 de la plateforme exploitée par le SITCOM Côte Sud des Landes et implantée route de Capbreton sur la commune de Bénesse-Maremne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SITCOM Côte Sud des Landes (Plateforme)
Route de Capbreton 40230 Bénesse-Maremne
Code AIOT : 0005208478
Régime : Autorisation
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Oui

Le SITCOM Côte Sud des Landes dispose sur la commune de Bénesse-Maremne d'une plateforme destinée au regroupement et à la valorisation des différents déchets provenant des autres installations du syndicat (unité de valorisation énergétique, déchetteries). Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 21 juin 2018. Environ 16 000 tonnes de déchets par an entrent sur la plateforme.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté de nombreux envols de plastiques en raison du vent. L'exploitant veille à se prémunir au maximum de ces envols.

Par ailleurs, l'exploitant assure un suivi des entrées/sorties sur son site et suit ses stocks. Deux passages de drones par an permettent de confirmer les quantités stockées.

Enfin, le bassin de récupération des eaux pluviales (EP) était plein le jour de la visite. L'exploitant prend toutes les dispositions rapides nécessaires pour s'assurer du non débordement du bassin même en cas de fortes pluies.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement, Article L. 181-14	Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement, Article L. 110-1	Demande d'action corrective	6 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie – vérification périodique	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 9	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	15 jours et 1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie – dispositions à venir	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 9	Demande d'action corrective	6 mois
11	Dispositifs de prévention des accidents- installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 10-1	Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
13	Hauteur des andains de compost	AP Complémentaire du 30/03/2023, Article 5	Demande d'action corrective	15 jours
14	Suivi des quantités et rubriques	AP Complémentaire du 11/02/2025, Article 2-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4	Sans objet
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, Article 32	Sans objet
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 2	Sans objet
5	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, Article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, Article 2	Sans objet
8	Désenfumage Commande des DENFC	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 8	Sans objet
15	Étude odeur	AP Complémentaire du 21/06/2018, Article 10-2-6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été identifié comme émetteur de PFAS mais, au vu de sa position dans la chaîne de valorisation, il s'agit de PFAS "ultimes" très certainement déjà présents au sein des déchets réceptionnés.

Une réflexion doit être menée à la fois en interne et avec le SYDEC quant à leur traitement dans l'eau préalablement à leur rejet dans le réseau d'assainissement.

Enfin, l'exploitant a progressé sur les points mentionnés lors de la dernière inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats de la campagne de mesure des PFAS sont correctement déclarés dans GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, Article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] <p style="margin-left: 40px;">Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p>

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Les eaux de la plateforme de compostage sont rejetées dans le réseau d'assainissement vers la STEP exploitée par le SYDEC. Le PFOS a toujours été mesuré à des concentrations inférieures à 25 µg/l.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : La plateforme multi matériaux est une plateforme de tri-transit de déchets. L'exploitant n'utilise pas, en propre, de produits contenant des PFAS. Néanmoins, de part son activité, il est susceptible de recevoir des déchets contenant des PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a exprimé son souhait de réduire ses émissions de PFAS. Néanmoins, ce dernier se trouve en bout de chaîne (tri-transit de déchets). Les leviers d'actions pour réduire ses émissions sont donc limités. Il ne peut s'agir que d'un dispositif de traitement de ses effluents. Cependant, les effluents susceptibles de contenir des PFAS sont actuellement envoyés vers la STEP communale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place, sous trois mois, un plan d'action pour réduire ses émissions de PFAS. Ce plan d'action doit permettre d'identifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si une activité de la plate-forme serait plus particulièrement à l'origine des rejets de PFAS. L'exploitant a déjà identifié la zone de mise en balle des OM et doit poursuivre ses investigations pour connaître l'ensemble des sources potentielles de son site, • si des solutions de traitement spécifiques des PFAS pourraient être mises en œuvre sur le site. <p>En parallèle, l'exploitant engage des discussions avec le SYDEC, dans le cadre de la convention de rejet, sur les dispositifs de traitement qui pourront être mis en œuvre au niveau de la STEP communale. Il tient régulièrement informée l'inspection de ces démarches.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Mesures d'investigation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, Article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <p>- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de constat précédent, l'exploitant recherche, dans le cadre de l'élaboration de son plan d'action, si une activité de la plate-forme est plus particulièrement à l'origine des rejets de PFAS et envisage les solutions possibles à mettre en œuvre sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesures de suppression/réduction

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 110-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>

Prescription contrôlée :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.

Constats :

L'exploitant a indiqué être dans l'attente d'une réglementation pour savoir si des valeurs limites d'émissions (VLE) seront applicables à son site.

Comme mentionné au point de contrôle n° 4 ci-dessus, de par son activité de collecte de déchets, l'exploitant mentionne que soit les PFAS sont réduits à la source, soit une solution de traitement avant rejet devra être mise en place (en collaboration avec le SYDEC si le rejet à la STEP est maintenu, sur site si l'exploitant décide de traiter ses effluents et de se déconnecter du réseau d'assainissement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit engager une étude technico-économique permettant d'identifier les solutions de traitement tenant compte de la variabilité de teneur en PFAS des apports provenant des ménages.

Quelle que soit la stratégie choisie (traitement interne ou en collaboration avec la STEP urbaine exploitée par le SYDEC), l'exploitant démontre l'efficacité du traitement mis en place pour atteindre la suppression ou à défaut la réduction maximale des émissions de PFAS dans ses rejets.

Dès réception des conclusions, l'exploitant transmet cette étude à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, Article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; [...]

- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

[...]

Constats :

Le SITCOM continue la surveillance des émissions PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Désenfumage- commande des DENFC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 8

Thème(s) : Risques accidentels, commande des DENFC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. [...]</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats 2024</u></p> <p>Les bâtiments sont récents. Ils datent de 2016 d'après l'exploitant, ils ont donc été construits conformément aux dernières réglementations et normes de sécurité. Par ailleurs, l'image satellite du site permet de visualiser de nombreuses trappes de désenfumage présentes en toiture des bâtiments. Le respect formel des critères quantitatifs n'a pas été vérifié lors de l'inspection.</p> <p><u>Demande 2024</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 15 jours le respect des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment ; - afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. <p><u>Constats 2025</u></p> <p>L'exploitant a transmis la justification des surfaces de désenfumage pour les 3 bâtiments concernés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés le 6 août 2025. Le rapport de vérification mentionnait des remplacements à faire. Le rapport transmis par mail du 12 décembre 2025 atteste de leur réalisation.</p> <p>La vérification du désenfumage est planifiée mais pas encore réalisée.</p> <p>Les RIA ont été vérifiés en date du 5 août 2025. une fuite au niveau du bâtiment de mise en balle était mentionnée. L'exploitant a indiqué avoir corrigé cette fuite sans en apporter la preuve.</p>

La vérification du SSI mentionnait un problème de flotteur au niveau de la cuve incendie. Le devis pour la réparation du défaut a été reçu le 9 décembre 2025.

Les poteaux incendie ont été testés le 4 août 2025. Ils garantissent la délivrance d'un débit de 60 m³/h à 1 bar de pression indépendamment. En simultanément, le débit délivré chute à 28 m³/h. Pour pallier cette chute de débit, le SYDEC doit déclencher des surpresseurs pour augmenter la pression dans le réseau.

Le groupe motopompe alimentant les RIA est essayé tous les jeudis. Le rappel hebdomadaire figure dans le GMAO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter ses procédures incendies en mentionnant un appel au SYDEC pour l'enclenchement des surpresseurs en cas d'incendie et d'intervention du SDIS. La fiche réflexe mentionnera le n° d'astreinte du SDIS et l'étape d'appel sous 15 jours.

L'exploitant transmet la preuve des réparations effectuées sous un mois.

L'exploitant transmet le rapport de vérification du système de désenfumage sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours et 1 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie – dispositions à venir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 9

Thème(s) : Risques accidentels, dispositions à venir

Prescription contrôlée :

À compter du 1er janvier 2026

II. Détection et surveillance

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

III. Rondes

A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

- a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.
- b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

B. L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. [...]

Constats :

Actuellement, tous les bâtiments sont couverts par un système de détection incendie. Cependant, la levée de doute à distance n'est possible que sur le bâtiment de broyage TVI équipé par ailleurs, de canons automatiques orientables.

Le bâtiment de collecte du tri sélectif va être équipé du même dispositif courant janvier 2026.

Seul le bâtiment de mise en balle des OM n'est pas encore équipé et n'est pas prévu au budget.

Actuellement, la télésurveillance est fonctionnelle et une astreinte peut se rendre sur place pour une levée de doute en 20-30 min. L'astreinte est en vigueur de 19 h à 05 h du matin.

Dans l'attente des nouveaux systèmes, les seuils de déclenchement des caméras du bâtiment broyage ont été redescendus afin d'être "surprotecteur" en matière de détection incendie.

Le dispositif de détection a par ailleurs fait l'objet d'un contrôle le 03/06/2025 et le 01/12/2025.

Une ronde est organisée à la fermeture du site avec des caméras thermiques d'appoint portative. Cependant, les dernières collectes ayant lieu à 19 h, la ronde n'est pas réalisée à 2 h d'écart avec le dernier déchargement de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se met en conformité vis-à-vis des dispositifs de détection attendus sous six mois.

Dans l'attente, une surveillance accrue est portée sur les bâtiments non équipés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Dispositifs de prévention des accidents- installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 10

Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques et mise à la terre

Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a fourni un rapport de vérification des installations électrique conformément aux dispositions du Code du travail. Ce rapport mentionnait des observations que l'exploitant indique avoir levées. De plus, il a présenté un Q18 du 8 septembre 2025 présentant des écarts pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant indique avoir levé les écarts sans avoir fait effectuer de contre-visite de l'organisme de contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit l'ensemble des vérifications électriques post-travaux sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : I. <u>Plan de défense contre l'incendie</u> L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. [...] II. <u>Maîtrise des incendies</u> L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1 ^{er} janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1 ^{er} juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du Code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un plan de défense incendie complété depuis la dernière inspection.</p> <p>Néanmoins, la fiche réflexe incendie ne mentionne pas l'appel du SYDEC (pour déclenchement des surpresseurs) même si le numéro d'astreinte du SYDEC est indiqué dans le classeur d'urgence.</p> <p>De plus, le plan de localisation des risques ne mentionne pas les quantités maximales de matières susceptibles de se trouver dans chaque zone.</p> <p>Enfin, l'exploitant indique avoir réalisé un exercice en présence du SDIS le 03/12/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète sa fiche réflexe en mentionnant l'appel du SYDEC pour le déclenchement des surpresseurs afin de garantir un débit suffisant au niveau des poteaux incendie du site.</p> <p>L'exploitant complète son plan de localisation des risques avec les quantités maximales susceptibles de se trouver sur chaque zone.</p> <p>L'exploitant transmet le compte rendu de l'exercice du 3 décembre 2025.</p> <p>L'ensemble des documents est à transmettre sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 13 : Hauteur des andains de compost

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2023, Article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des andains de compost</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 5 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tas de déchets verts est haut (au moins supérieur à 4 m).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à respecter la limite de hauteur sur son tas de déchets verts. Il réduit la hauteur du tas sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 14 : suivi des quantités et rubriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/02/2025, Article 2-2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect du périmètre de l'autorisation

Prescription contrôlée :

Rubrique 2714 (déchets faisant l'objet d'une collecte sélective) : 7 980 m³

Rubrique 2716 :

- transit et reconditionnement (mise en balles) d'ordures ménagères : 30 000 m³
- mâchefers produits par l'unité de valorisation énergétique : 21 615 m³
- déchets encombrants (DNV) : 8 000 m³

Constats :

L'exploitant transmet un porter à connaissance pour informer l'inspection d'éventuelles modifications des quantités traitées sur site et des évolutions du site.

L'exploitant transmet également les modifications en matière de prévention de l'envol des poussières dans le bâtiment de broyage TVD incinérable (passage d'une aspiration d'air à une brumisation).

Pour rappel, la rubrique compostage doit être considérée en moyenne annuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet un porter à connaissance au premier trimestre 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Étude odeur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2018, Article 10-2-6

Thème(s) : Risques chroniques, Odeur

Prescription contrôlée :

Dans un délai d'un an après la notification de l'arrêté préfectoral, l'exploitant procède à un état des odeurs perçues dans l'environnement selon la méthodologie réalisées lors de l'état initial. Cet état est ensuite renouvelé tous les 5 ans. Les résultats de l'état des odeurs sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent leur réalisation.

Constats :

Par mail du 4 février 2024, l'exploitant indique qu'avec l'étude odeur et cela s'est confirmé avec l'étude de dispersion, il est apparu que la lagune avait besoin d'un curage/nettoyage afin de retrouver son état initial.

Ce nettoyage a eu lieu et 300 m³ de boues/sédiments ont été extraits et positionnés sur la plateforme étanche de compostage pour ressuyage avant compostage.

Type de suites proposées : Sans suite